2025-00231942 | 0455941273 | 2024 | EUR | 23.0.5 | m81-f | 01/07/2025 | 25 | A-app 1

COMPTES ANNUELS ET/OU AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

Denomination :	FM DEVELOPPEMENT

Forme juridique : Société à responsabilité limitée

Adresse: Avenue Télémaque N°: 33 Boîte:

Code postal: 1190 Commune: Forest

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de l'entreprise de Bruxelles, francophone

Adresse Internet : Adresse e-mail :

Numéro d'entreprise 0455.941.273

Date du dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts

12-09-2022

Ce dépôt concerne :

V les COMPTES A

les COMPTES ANNUELS en

EURO

approuvés par l'assemblée générale du

30-06-2025

X

les AUTRES DOCUMENTS

relatifs à

l'exercice couvrant la période du

01-01-2024

au

l'exercice précédent des comptes annuels du

01-01-2023

au

31-12-2023

31-12-2024

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement.

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet :

A-app 6.2, A-app 6.5, A-app 6.9, A-app 7, A-app 8, A-app 9, A-app 10, A-app 13, A-app 14, A-app 15, A-app 16, A-app 17

N° 0455941273 A-app 2.1

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de la société

IPM Group SA

0403508716 Rue des Francs 79 1040 Etterbeek BELGIQUE

Début de mandat : 2023-12-21 Fin de mandat : Administrateur

Représenté directement ou indirectement par :

LE HODEY François BELGIQUE

RSM INTER AUDIT SRL (B00091)

0436391122 LOZENBERG 18 1930 Zaventem BELGIQUE

Début de mandat : 2022-06-30 Fin de mandat : 2025-06-30 Commissaire

Représenté directement ou indirectement par :

DELACROIX Marie (A02141) REVISEUR D'ENTREPRISE LOZENBERG 18 1930 Zaventem BELGIQUE N° 0455941273 A-app 2.2

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application de l'article 5 de la loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal.

Les comptes annuels n'ont pas été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable certifié, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de la société*,
- B. L'établissement des comptes annuels*,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des experts-comptables ou par des experts-comptables-fiscalistes, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque expert-comptable ou expert-comptable fiscaliste et son numéro de membre auprès de l'Institut des Conseillers fiscaux et des Experts-comptables (ICE) ainsi que la nature de sa mission.

(* Mention facultative.)

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

N° 0455941273 A-app 3.1

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT		20		
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	<u>165.343</u>	<u>175.064</u>
Immobilisations incorporelles	6.1.1	21		
Immobilisations corporelles	6.1.2	22/27	158.871	149.453
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23	53.356	21.147
Mobilier et matériel roulant		24	66.647	102.689
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26	38.867	25.617
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	6.1.3	28	6.472	25.610
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>2.487.049</u>	<u>711.269</u>
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	1.247.484	527.851
Créances commerciales		40	1.199.763	512.489
Autres créances		41	47.721	15.362
Placements de trésorerie		50/53		51.324
Valeurs disponibles		54/58	1.228.121	114.257
Comptes de régularisation		490/1	11.444	17.836
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	2.652.393	886.332

N°	0455941273	455941273 A-app 3	3.2	
----	------------	-------------------	-----	--

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES		10/15	<u>756.144</u>	<u>601.646</u>
Apport		10/11	93.592	93.592
Disponible		110	93.592	93.592
Indisponible		111		
Plus-values de réévaluation		12		
Réserves		13	1.859	1.859
Réserves indisponibles		130/1		
Réserves statutairement indisponibles		1311		
Acquisition d'actions propres		1312		
Soutien financier		1313		
Autres		1319		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133	1.859	1.859
Bénéfice (Perte) reporté(e)	(+)/(-)	14	660.693	506.195
Subsides en capital		15		
Avance aux associés sur la répartition de l'actif net		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16		
Provisions pour risques et charges		160/5		
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162		
Obligations environnementales		163		
Autres risques et charges		164/5		
Impôts différés		168		

N°	0455941273	155941273 A-ap	pp 3.2	2
----	------------	----------------	--------	---

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
DETTES		17/49	<u>1.896.248</u>	<u>284.686</u>
Dettes à plus d'un an	6.3	17	18.503	39.123
Dettes financières		170/4	18.503	39.123
Etablissements de crédit, dettes de location-financement et dettes assimilées		172/3	18.503	39.123
Autres emprunts		174/0		
Dettes commerciales		175		
Acomptes sur commandes		176		
Autres dettes		178/9		
Dettes à un an au plus	6.3	42/48	1.876.746	245.067
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42	22.318	27.533
Dettes financières		43		
Etablissements de crédit		430/8		
Autres emprunts		439		
Dettes commerciales		44	349.270	141.022
Fournisseurs		440/4	349.270	141.022
Effets à payer		441		
Acomptes sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales		45	98.250	76.478
Impôts		450/3	35.589	10.754
Rémunérations et charges sociales		454/9	62.661	65.725
Autres dettes		47/48	1.406.907	33
Comptes de régularisation		492/3	1.000	496
TOTAL DU PASSIF		10/49	2.652.393	886.332

COMPTE DE RÉSULTATS

N°

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits et charges d'exploitation					
Marge brute	(+)/(-)		9900	940.888	631.258
Dont: produits d'exploitation non récurrents			76A		
Chiffre d'affaires			70		
Approvisionnements, marchandises, services et biens divers			60/61		
Rémunérations, charges sociales et pensions	(+)/(-)		62	608.482	630.022
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles			630	59.647	82.499
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)		631/4	750	
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)	(+)/(-)		635/8		
Autres charges d'exploitation			640/8	14.560	1.132
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	(-)		649		
Charges d'exploitation non récurrentes			66A	19.138	
Bénéfice (Perte) d'exploitation	(+)/(-)		9901	238.309	-82.396
Produits financiers		6.4	75/76B	398	250
Produits financiers récurrents			75	398	250
Dont: subsides en capital et en intérêts			753		
Produits financiers non récurrents			76B		
Charges financières		6.4	65/66B	45.120	1.630
Charges financières récurrentes			65	45.120	1.630
Charges financières non récurrentes			66B		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts	(+)/(-)		9903	193.587	-83.776
Prélèvement sur les impôts différés			780		
Transfert aux impôts différés			680		
Impôts sur le résultat	(+)/(-)		67/77	39.089	-364
Bénéfice (Perte) de l'exercice	(+)/(-)		9904	154.498	-83.412
Prélèvement sur les réserves immunisées			789		
Transfert aux réserves immunisées			689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)		9905	154.498	-83.412

A-app 4

N° 0455941273 A-app 5

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-
Prélèvement sur les capitaux propres	
Affectation aux capitaux propres	
à l'apport	
à la réserve légale	
aux autres réserves	
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-
Intervention des associés dans la perte	
Bénéfice à distribuer	
Rémunération de l'apport	
Administrateurs ou gérants	
Travailleurs	
Autres allocataires	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
+)/(-)	9906	660.693	506.195
+)/(-)	(9905)	154.498	-83.412
+)/(-)	14P	506.195	589.607
	791/2		
	691/2		
	691		
	6920		
	6921		
+)/(-)	(14)	660.693	506.195
	794		
	694/7		
	694		
	695		
	696		
	697		

N° 0455941273 A-app 6.1.1

ANNEXE

ETAT DES IMMOBILISATIONS

		Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8059P	XXXXXXXXX	0
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8029		
Cessions et désaffectations		8039		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8049		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8059	0	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8129P	XXXXXXXXX	0
Mutations de l'exercice				
Actés		8079		
Repris		8089		
Acquis de tiers		8099		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8109		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8119		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8129	0	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(21)		

N° 0455941273

		Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8199P	XXXXXXXXX	358.838
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8169	69.065	
Cessions et désaffectations		8179	9.256	
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8189		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8199	418.647	
Plus-values au terme de l'exercice		8259P	XXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice				
Actées		8219		
Acquises de tiers		8229		
Annulées		8239		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8249		
Plus-values au terme de l'exercice		8259		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8329P	XXXXXXXXX	209.384
Mutations de l'exercice				
Actés		8279	59.647	
Repris		8289		
Acquis de tiers		8299		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8309	9.256	
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8319		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8329	259.775	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(22/27)	<u>158.871</u>	

A-app 6.1.2

N° 04

0455941273 A-app 6.1.3

		Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8395P	xxxxxxxxx	25.610
Mutations de l'exercice				
Acquisitions		8365		
Cessions et retraits		8375	19.138	
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8385		
Autres mutations	(+)/(-)	8386		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8395	6.472	
Plus-values au terme de l'exercice		8455P	xxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actées		8415		
Acquises de tiers		8425		
Annulées		8435		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8445		
Plus-values au terme de l'exercice		8455		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8525P	xxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice				
Actées		8475		
Reprises		8485		
Acquises de tiers		8495		
Annulées à la suite de cessions et retraits		8505		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8515		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8525		
Montants non appelés au terme de l'exercice		8555P	xxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice	(+)/(-)	8545		
Montants non appelés au terme de l'exercice		8555		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(28)	<u>6.472</u>	

N° 0455941273 A-app 6.3

ETAT DES DETTES

	Codes	Exercice
VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE		
Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année	(42)	22.318
Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	8912	
Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir	8913	18.503
DETTES GARANTIES (COMPRISES DANS LES RUBRIQUES 17 ET 42/48 DU PASSIF)		
Dettes garanties par les pouvoirs publics belges		
Dettes financières	8921	
Etablissements de crédit, dettes de location-financement et dettes assimilées	891	
Autres emprunts	901	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	9061	
Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société		
Dettes financières	8922	
Etablissements de crédit, dettes de location-financement et dettes assimilées	892	
Autres emprunts	902	
Dettes commerciales	8982	
Fournisseurs	8992	
Effets à payer	9002	
Acomptes sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société	9062	

N° 0455941273 A-app 6.4

RÉSULTATS

PERSONNEL

Travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel

Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

Produits non récurrents

Produits d'exploitation non récurrents Produits financiers non récurrents

Charges non récurrentes

Charges d'exploitation non récurrentes Charges financières non récurrentes

RÉSULTATS FINANCIERS

Intérêts portés à l'actif

Codes	Exercice	Exercice précédent
9087	14,4	15,5
76 (76A)		
(76B)		
66	19.138	
(66A)	19.138	
(66B)		
6502		

N°	0455941273	A-app 6.6
1		' Trip to

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES, LES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

	Codes	Exercice
ENTREPRISES LIÉES OU ASSOCIÉES		
Garanties constituées en leur faveur	9294	
Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	9295	
LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT LA SOCIÉTÉ SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES		
Créances sur les personnes précitées Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé	9500	
Garanties constituées en leur faveur	9501	
Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	9502	
		Exercice
LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)		
RSM INTERAUDIT SRL		7.000
		Exercice
TRANSACTIONS CONCLUES, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DEHORS DES CONDITIONS D MARCHÉ NORMALES	ÞΕ	
Avec des personnes détenant une participation dans la société Nature des transactions		
Avec des entreprises dans lesquelles la société détient une participation Nature des transactions		

Avec des membres des organes d'administration, de gestion ou de surveillance de la société

Nature des transactions

N° 0455941273 A-app 6.7

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LA SOCIÉTÉ SI ELLE EST FILIALE OU FILIALE COMMUNE

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une société de droit belge, numéro d'entreprise de la(des) société(s) mère(s) et indication si cette (ces) société(s) mère(s) établis (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*:

IPM GROUP SA
Entreprise mère consolidante - Ensemble le plus grand
0403508716
RUE DES FRANCS 79
1040 Etterbeek
BELGIQUE

 $Si \ l'(les) \ entreprise(s) \ m\`ere(s) \ est \ (sont) \ de \ droit \ \'etranger, \ lieu \ o\`u \ les \ comptes \ consolid\'es \ dont \ question \ ci-avant \ peuvent \ \ref{eq:entreprise} \ est \ (sont) \ de \ droit \ \'etranger, \ lieu \ o\`u \ les \ comptes \ consolid\'es \ dont \ question \ ci-avant \ peuvent \ \ref{eq:entreprise} \ est \ (sont) \ de \ droit \ \'etranger, \ lieu \ o\`u \ les \ comptes \ consolid\'es \ dont \ question \ ci-avant \ peuvent \ \ref{eq:entreprise} \ de \ droit \ \ref{eq:entreprise} \ dont \ question \ ci-avant \ peuvent \ \ref{eq:entreprise} \ droit \ droi$

N° 0455941273 A-app 6.8

RÈGLES D'ÉVALUATION

A-app 6.8

REGLES D'EVALUATION

0455941273

Ν°

Conformément à l'Art. 3:6 de l'A.R. du 29.04.2019 portant application du Code des sociétés et des associations (CSA), l'évaluation de l'inventaire visé à l'article III.89, § ler, du Code de droit économique.

Les perspectives étant favorables, les comptes ont été établis sur base du maintien des règles de continuité conformément à l'article 96 §6 du code des sociétés.

Les principes généraux contenus dans l'AR du 29/04/2019 portant application du Code des sociétés et des associations (CSA). Les règles qui suivent ne disposent que pour les modes d'évaluation laissés à l'appréciation des entreprises. Le Conseil se réserve la possibilité de déroger à ces règles chaque fois que la loi fiscale autorisera des prises en charge ou des immunités spéciales.

Toutes modifications ou dérogations feront l'objet d'une décision motivée du Conseil d'administrati

ACTIF DU BILAN

Il. Frais d'établissement Il srais d'établissement Il s'agit des frais de constitution ou d'augmentation de capital, des frais d'émission d'emprunts, ainsi que les frais de restructuration (prépensions - bulletin n 6 de la Commission des Normes Comptables). Ces frais sont amortis en 5 ans.

II. Immobilisations incorporelles

II. Immobilisations incorporelles
Ces actifs sont valorisés à leur coût de revient ou à leur valeur d'utilisation si celle-ci est inférieure Art 3:38 de l'AR du 29/04/2019 portant
application du Code des sociétés et des associations (CSA), majoré d'éventuels intérêts intercalaires.
Il s'agit :-des frais de développements :
" des concessions, brevets, licences, savoir faire, marques et droits similaires (Logiciels);
" des concessions, brevets, licences, savoir faire, marques et droits similaires (Logiciels);

" du Goodwill.

Durée de l'amortissement:

"-Logiciels informatiques: 5 ans.

"-Développements de sites internet: 3 ou 5 ans à partir de la mise en production en fonction de la durée de vie de l'investissement.

"-Développements programmes informatiques: 3 ou 5 ans à partir de la mise en production en fonction de la durée de vie de l'investissement.

"-Développements programmes informatiques: 3 ou 5 ans à partir de la mise en production en fonction de la durée de vie de

-Goodwill (Fonds de commerce, manchettes (titre du journal) : 5 ans

III. Immobilisations corporelles
La valeur d'entrée en comptabilité correspond à la valeur d'acquisition en cas d'achat plus tous les frais accessoires s'y référant et les éventuels intérêts intérêts intercalaires. Cette valeur peut encore être celle des actifs reçus par voie d'apport.
Les amortissements sont pratiqués sur base de la méthode linéaire aux taux fiscalement admis et décrits dans les rubriques ci-dessous, sauf exception, ils sont calculés à partir du mois de mise en production de l'investissement.
Cependant, le Conseil peut pratiquer des amortissements complémentaires ou accélérés pour les biens qui viendraient à se déprécier pour des raisons économiques ou technologiques, qui seraient usés prématurément ou qui seraient désaffectés.
Lorsque des dérogations sont appliquées, il en sera fait mention dans l'annexe du bilan.
Taux d'amortissements:

"Bâtiments et constructions: 3,03% linéaire pour les bâtiments neufs (33 ans) et 5% linéaire (20 ans) pour les bâtiments industriels ou non neuf.

non neuf

non neuf.

"Installations, machines et outillages
o Matériel mécanique : 10 % linéaire
o Matériel électrique : 20 % linéaire
o Rotatives (15 ans) : 6,7 % linéaire
o Accessoires rotatives (10 ans) : 10 % linéaire sur acquisition complémentaire ou d'occasion selon la durée de vie estimée de
l'investissement

**Prografeure et mise sous blister (12 10 et 5 ans) : 8 33 % linéaire: 10% ou 20% si d'occasion en fonction de la durée de vie

Encarteuse et mise sous blister (12, 10 et 5 ans) : 8,33 % linéaire; 10% ou 20% si d'occasion en fonction de la durée de vie estimée

l'investissement
o Encarteuse et mise sous blister (12, 10 et 5 ans) : 8,33 % linéaire; 10% ou 20% si d'occasion en fonction de la durée de vie estimée de l'investissement
o Matchines pour l'expédition (8 ans et 5 ans) : 12,5 % linéaire ou 20% si d'occasion en fonction de la durée de vie estimée de l'investissement
o Matériel de photocomposition (5 ans) : 20 % linéaire
o Informatique de production (5 ans) : 20 % linéaire
o Informatique de matériel industriel (8 ans) : 12,5 % linéaire.
'Informatique de matériel industriel (8 ans) : 12,5 % linéaire.
'Informatique bureautique et bornes de jeux (3 ans) : 33,33 % à partir de l'acquisition.
'Location-financement matériel TT hard & software (5 ans) : 20 % linéaire
'Location-financement matériel de production industrielle (15 ans pour les rotatives et 12 ans pour le matériel d'expédition et de conditionnement) : 6,67% et 8,33% & linéaire
'Hardware (3 ans) : 33 % linéaire (informatique de bureautique)
'Studio Radio: 10% linéaire
'Matériel d'occasion : 50% linéaire
'Mobilier et matériel roulant
o Mobilier de bureau : 20% linéaire
o Matériel de bureau : 20% linéaire
o Matériel photo-audio-vidéo : 20% ou 33.33% linéaire en fonction de la durée de vie estimée de l'investissement
o Caisse enregistreuse (3 ans) : 33,33% linéaire
o Matériel roulant (voitures) : 20 % linéaire
o Matériel roulant (voitures) : 20 % linéaire
o Matériel d'occasion : 50% linéaire (sur rubriques ci-dessus)
'Autres immobilisations corporelles
o Aménagement locaux : 10 % linéaire.
o Présentoirs : 20% linéaire

IV. Réévaluation d'actifs

Une plus-value peut être actée sur des biens immobilisés lorsque le Conseil la juge certaine et durable.

Sont exclus de cette réévaluation les frais accessoires et les impôts non déductibles ainsi que les biens désaffectés ou qui au jugement du Conseil sont appelés à être désaffectés dans un avenir plus ou moins proche.

Conformément à Art 3:35 de l'AR du 29/04/2019 portant application du Code des sociétés et des associations (CSA), ces plus-values seront imputées au code 12 du passif "Plus-values de réévaluation" et à l'actif dans l'immobilisé concerné par cette réévaluation.

Les réévaluations de biens amortissables sont amorties aux mêmes taux que ceux-ci.

V. Immobilisations financières A l'origine, les participations sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition, de souscription ou d'apport à l'exclusion des frais qui s'y

rapportent.

A la fin de chaque exercice, le conseil détermine une valeur estimative de chaque participation suivant les critères d'évaluation définis cidessous. Il procède ensuite, le cas échéant, à la modification des valeurs comptables, soit d'origine, soit déjà modifiées, en suivant les règles décrites ci-après.

Le choix du critère est arrêté par le Conseil, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, en fonction des caractéristiques du titre considéré.

Lorsque le critère adopté cesse d'être significatif, celui-ci est abandonné. Une mention spéciale sera faite dans l'annexe.

Les critères d'évaluation:

" Filiales et sous-filiales
On tiendra compte d'une des valeurs suivantes ou la moverne de dour et al. " et l'annexe d'en la moverne de dour et al. " et l'annexe d'en la moverne de dour et al. " et l'annexe d'en la moverne de dour et al. " et l'annexe d'en la moverne de dour et al. " et l'annexe d'en la moverne de dour et al. " et l'annexe d'en la moverne de dour et al. " et l'annexe de l'en l'annexe de l'en l'annexe de l'ann

"Filiales et sous-filiales
On tiendra compte d'une des valeurs suivantes ou la moyenne de deux ou plusieurs d'entre elles pour chaque participation :
o valeur de l'actif net comptable
o valeur de réalisation de la participation
o valeur de souscription dans le cas de nouveaux titres de sociétés existantes ou de titres de sociétés récemment constituées
o valeur boursière dans le cas où le marché et le cours sont significatifs
o valeur patrimoniale c'est-à-dire l'actif net comptable réévalué
o valeur établie par un expert tiers
o valeur établie sur un calcul DCA ou de multiples

" Sociétés liées (autres que filiales)
Il sera procédé avec les autres sociétés du groupe détenant une participation dans l'entreprise commune, une évaluation unique selon les critères repris au point précédent et sans préjudice à l'autonomie des conseils d'administration concernés.

"Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation.
o Autres immobilisations financières.
Les titres seront traités comme suit :
les titres cotés : pour les titres cotés dont le cours et le marché sont jugés significatifs, c'est le dernier cours de l'exercice qui est utilisé;

des titres non cotés : pour les titres non cotés ou pour ceux dont le marché et le cours ne sont pas significatifs, les mêmes critères d'évaluation repris pour les titres des entreprises liées seront d'application.

Modifications des valeurs comptables : Il ne sera procédé à des réductions de valeur, à des réévaluations et des reprises de réduction au-delà des valeurs initiales et suivant les critères adoptés ci-dessus que si, de l'avis du conseil, les moins-values observées ont un caractère durable.

Dans ce cas, les réductions de valeur et les reprises de réduction seront portées respectivement au débit et au crédit du compte de résultats.

Quant aux réévaluations au-delà des valeurs initiales, celles-ci seront portées au crédit du compte de réévaluations visé à la rubrique III du passif, jusqu'à réalisation des titres.

N° 0455941273 A-app 6.8

Toute réduction faisant suite à une telle réévaluation sera portée au débit du compte de résultats.

Le Conseil note que les réévaluations de titres sont toujours facultatives.

Les modifications de valeurs (réductions, reprise de réductions et réévaluations) seront comptabilisées pour autant qu'elles aient un

VI. Créances
Lorsque le débiteur est une entreprise liée ou avec laquelle il existe un lien de participation et lorsque les créances ont pour but de soutenir durablement l'activité, celles-ci seront classées dans les immobilisations financières.

Des réductions de valeur sont actées sur les créances classées en immobilisations financières comme sur les autres créances à un an au alles des les cas suivants: es reductions de Valeur sont actées sur les creances classees en immobilisations financières comme sur les autres creances à un an au lus dans les cas suivants : état d'insolvabilité évident indépendant d'une faillite ou d'un concordat dans la mesure où la récupération devient vraiment improbable; faillite ou concordat du débiteur dans la mesure où le dividende escompté dans la masse est insuffisant; baisse du cours de la devise dans laquelle est libellée la créance; réalisation d'une condition ou d'un événement résolutoire de tout ou partie de la créance;

Les pourcentages de réduction de valeur de créances (hors TVA) sont : " faillite et concordat 100 % " dossiers à l'avocat 80 % " dossiers en recouvrement 50 %

VII. Les stocks

Les entrées sont valorisées au prix d'acquisition + frais et les sorties sont valorisées au prix moyen pondéré. IX. Valeurs disponibles Une réduction de valeur est actée en cas de baisse des cours de change sur les avoirs libellés en devises étrangères.

Les avoirs en devises sont estimés au dernier cours utile du mois

Afin de respecter l'annualité des charges et produits, les comptes de régularisation, tant au passif qu'à l'actif, sont utilisés pour affecter à un exercice ultérieur les prorata de charges à reporter ou à l'exercice considéré les prorata de produits non encore perçus, avec application de la règle proportionnelle en cas d'imputation pour partie.

PASSIF DU BILAN

III. Plus-value de réévaluation
Toute plus-value actée sera compensée par une imputation équivalente dans le compte de passif "plus-value de réévaluation" et n'en sera extournée qu'en cas de réalisation du bien auquel elle se rapporte.

VII. Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont individualisées en fonction des risques et des charges de même nature qu'elles sont appelées à couvrir. Les provisions pour risques et charges ne peuvent être maintenues dans la mesure où elles excèdent en fin d'exercice une appréciation actualisée des charges et des risques pour lesquelles elles ont été constituées.

Engagement résultant de prépensions conventionnelles : afin de respecter l'article 3:32 de l'AR du 29/04/2019 portant application du Code des sociétés et des associations (CSA), il est décidé de prendre en charge dans l'exercice le montant des engagements de prépension que la société a souscrits.

L'estimation de cette provision est faite en estimant la charge réelle de chaque prépension jusqu'à l'âge de la pension. Cette provision est à réévaluer chaque année. Elle peut faire l'objet d'un calcul d'actualisation couplée à une table de mortalité. La provision initiale est activée et amortie en 5 ans.

VIII. Dettes à plus d'un an et à un an au plus Ces dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

outefois, cette rubrique comprendra en outre des provisions pour faire face aux impôts de l'exercice et aux dettes de caractère social tribuables à des prestations accomplies par le personnel durant l'exercice écoulé mais qui ne seront payées qu'au cours de l'exercice Toutefois suivant.

X. Comptes de régularisation

COMPTES DE RESULTAT

Les recettes des paris sont comptabilisées en net. Le chiffre d'affaires est égal au montant des mises des joueurs minoré du montant de leurs gains.

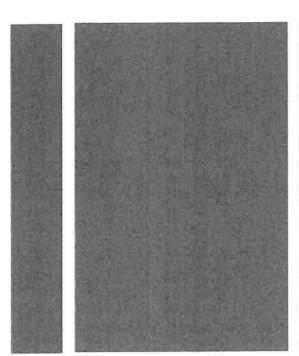
ENGAGEMENTS ET RECOURS

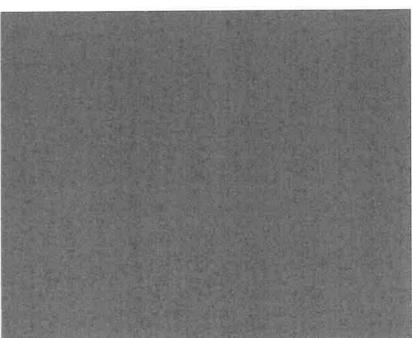
Les engagements et recours sont évalués au montant résiduel figurant dans les actes par lesquels ils ont été souscrits par la société au

N° 0455941273 A-app 11

AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS

RAPPORT DES COMMISSAIRES





FM DÉVELOPPEMENT SRL

Rapport du commissaire 31 décembre 2024





FM DÉVELOPPEMENT SRL

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

(COMPTES ANNUELS)

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de la FM Développement SRL (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 24 juin 2024, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2026. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de FM Développement SRL pour la première année.

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2024, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 2.652.393 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 154.498.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2024, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM Edgium is a member of the RSM network and trades as RSM RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting film virion practices it his own right. The RSM network is not itself a separate legel entity in any jurispiction.

RSM InterAudit SRL - Révisaurs d'antreprises - Siège social : Lozandem 19 df = 8 1932 Zaventem audit@rsmbeldium.be - TVA 98 0426 391,722 - RPM Bruxelles



Autre point

Étant donné qu'aucun commissaire n'était nommé l'exercice précédent, les comptes annuels de l'exercice précédent et, par conséquent, les chiffres correspondants figurant dans les comptes annuels faisant l'objet du présent rapport, n'ont pas été audités.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne qu'un audit réalisé garantit toutefois pas conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficience ou l'efficacité avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des



lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;

nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2023) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1er, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mention relative à l'indépendance

Notre cabinet de révision n'a pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts, du Code des sociétés et des associations, à l'exception:
 - du non-respect des dispositions légales et statutaires relatives à la convocation, à la tenue de l'assemblée générale des actionnaires; et
 - du non-respect du délai de remise des informations au commissaire.

Zaventem, le 20 juin 2025

RSM INTERAUDIT SRL COMMISSAIRE

REPRÉSENTÉE PAR

MARIE DELACROIX, ASSOCIÉE

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend la société:

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL

Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent

Nombre moyen de travailleurs Nombre d'heures effectivement prestées Frais de personnel

Codes	Temps plein (exercice)	Temps partiel (exercice)	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP)	3P. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP)
			(exercice)	(exercice précédent)
100	12,4	3,5	14,4	15,5
101	21.523	3.396	24.919	27.137
102	523.971	84.511	608.482	630.022

A la date de clôture de l'exercice				
Nombre de travailleurs				
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée				
Contrat à durée déterminée				
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défin				
Contrat de remplacement				
Par sexe et niveau d'études				
Hommes				
de niveau primaire				
de niveau secondaire				
de niveau supérieur non universitaire				
de niveau universitaire				
Femmes				
de niveau primaire				
de niveau secondaire				
de niveau supérieur non universitaire				
de niveau universitaire				
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction				
Employés				
Ouvriers				
Autres				

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
105	13	4	15,5
110	6	3	8
111	7	1	7,5
112	0	0	0
113	0	0	0
120	7	4	9,5
1200	0	0	0
1201	3	2	4,2
1202	2	1	2,5
1203	2	1	2,8
121	6	0	6
1210	0	0	0
1211	4	0	4
1212	2	0	2
1213	0	0	0
130	0	0	0
134	9	4	11,5
132	0	0	0
133	4	0	4
133	4	0	4

N° 0455941273 A-app 12

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES

Nombre de travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice

SORTIES

Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'avercice

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	Total en équivalents temps plein
205	5	2	6
305	5	2	6,2

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés

Nombre d'heures de formation suivies

Coût net pour la société

dont coût brut directement lié aux formations

dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs

dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés

Nombre d'heures de formation suivies

Coût net pour la société

Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés

Nombre d'heures de formation suivies

Coût net pour la société

Codes	Hommes	Codes	Femmes
5801	1	5811	1
5802	8	5812	4
5803	255	5813	127
58031		58131	
58032	255	58132	127
58033		58133	
5821		5831	
5822		5832	
5823		5833	
5841	4	5851	5
5842	3.891	5852	3.632
5843	24.997	5853	28.166